

**Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international**

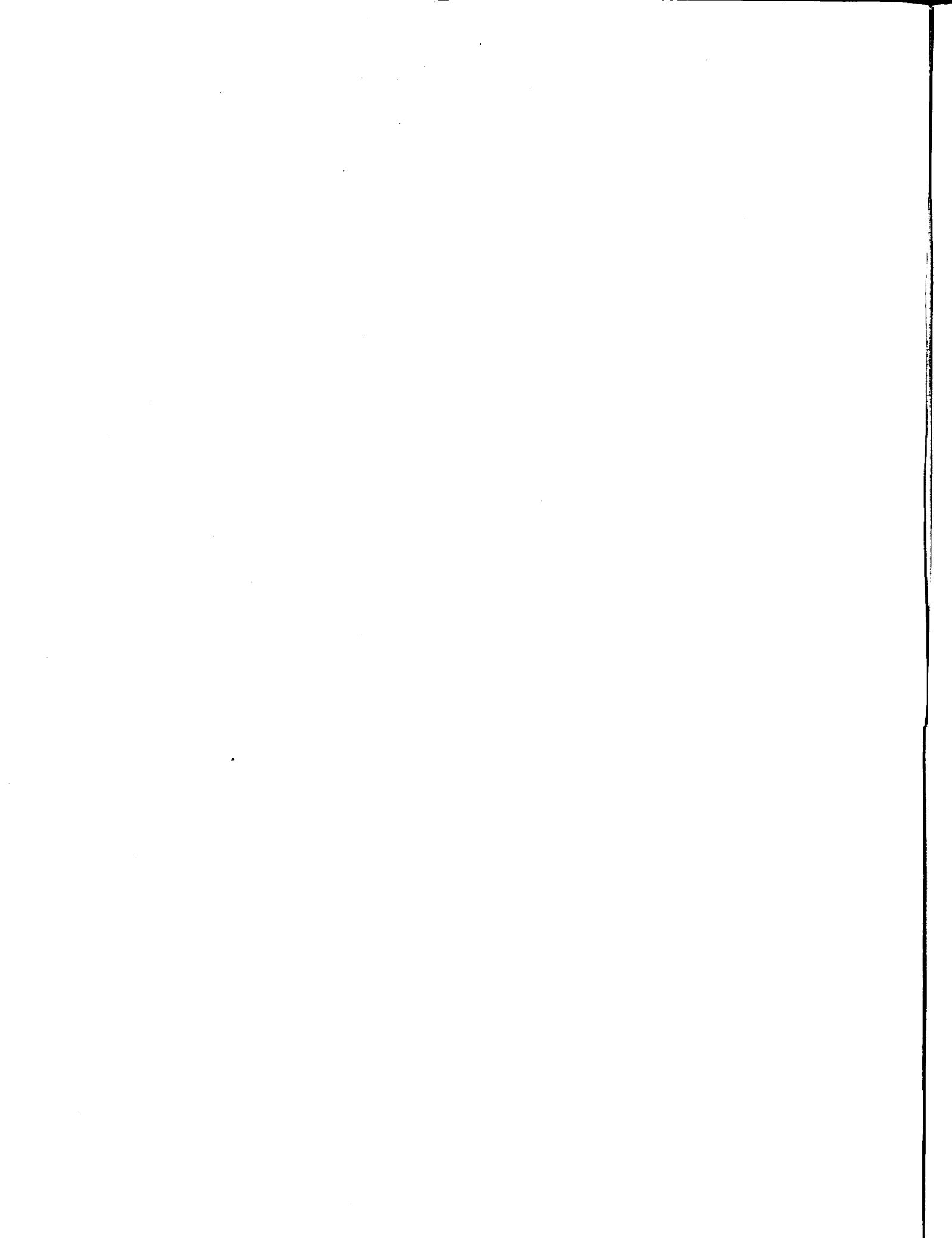
**Accès à l'information et protection  
des renseignements personnels**

**Rapport annuel, 1997-1998**

**Septembre 1998**

# Table des matières

	Page
<b>Préface</b>	3
<b>Organisation et mise en application</b>	4
<b>Chapitre I - Accès à l'information</b>	
Rapport statistique	7
Salle de consultation	8
Voies officielles et voies officieuses	8
Instrument de délégation	8
<b>Chapitre II - Protection des renseignements personnels</b>	
Rapport statistique	9
Voies officielles et voies officieuses	10
Instrument de délégation	10
Divulgence en vertu de l'alinéa 8(2)e	10
Usage et divulgation	10
Affaires portées devant les tribunaux fédéraux	10
<b>Annexe A - Rapport concernant la Loi sur l'accès à l'information</b>	
<b>Annexe B - Instrument de délégation</b>	
<b>Annexe C - Rapport concernant la Loi sur la protection des renseignements personnels</b>	
<b>Annexe D - Instrument de délégation</b>	



# Préface

## Responsabilités

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) est chargé au premier chef de la promotion et de la protection des intérêts du Canada à l'étranger ainsi que de la conduite des relations du Canada avec les autres pays. Ses principales fonctions sont les suivantes: représenter efficacement le Canada à l'étranger et auprès d'organisations internationales par des relations étroites, des communications et des négociations avec d'autres gouvernements et organisations; évaluer les renseignements de nature politique, économique ou autre, susceptibles d'influer sur les intérêts du Canada; conseiller le gouvernement, souvent avec la collaboration des autres ministères, concernant la formulation et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant une portée internationale; coordonner le volet extérieur et la mise en oeuvre des politiques nationales en matière de promotion des exportations, de défense et de sécurité, d'aide au développement, et d'échanges culturels et scientifiques; montrer le caractère bilingue et multiculturel de la société canadienne aux autres peuples; et protéger les citoyens canadiens à l'étranger et leur venir en aide.

## Organisation et mise en application

Le Directeur du Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) a toute l'autorité voulue pour exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels. Le Bureau de l'AIPRP est chargé d'élaborer, de coordonner et de mettre en oeuvre les politiques, lignes directrices et procédures visant à assurer que le Ministère se conforme aux exigences de ces lois. Le Bureau de l'AIPRP à Ottawa traite toutes les demandes présentées au Ministère en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels, qu'elles soient soumises au Canada ou à des missions à l'étranger. Le Directeur relève du Directeur Général de la Direction générale des services exécutifs. Outre le Directeur, le sous-ministre des Affaires étrangères, le sous-ministre du Commerce international et le Directeur Général de la Direction générale des services exécutifs disposent aussi des pleins pouvoirs en la matière, et tous les chefs de mission ont le pouvoir d'intervenir en vertu de l'alinéa 8(2) m) de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

Le Gouvernement du Canada conserve les documents et renseignements qui lui sont fournis à titre confidentiel par les gouvernements étrangers. On encourage les autres institutions fédérales à consulter le MAECI pour établir le niveau de confidentialité des renseignements ainsi fournis ou pour définir dans quelle mesure leur divulgation nuirait à la conduite des affaires internationales. Le Bureau de l'AIPRP est chargé des consultations avec les gouvernements étrangers, lesquelles s'effectuent habituellement par l'entremise de nos missions. Le Bureau s'occupe également des demandes de déclassification et de divulgation de documents canadiens présentées par les gouvernements étrangers. Le Ministère recueille aussi, en vertu de diverses dispositions législatives ou autres, une quantité appréciable de renseignements commerciaux qui lui sont fournis de manière confidentielle par des entreprises oeuvrant à l'étranger ou traitant avec des gouvernements étrangers. Lorsque, après réception d'une demande visant de tels renseignements, le Ministère estime que les renseignements ne présentent pas pour lui d'intérêt particulier, il informe ou consulte adéquatement les parties intéressées avant de divulguer quelque document que ce soit. Le Bureau de l'AIPRP a aussi souvent l'occasion de transmettre des renseignements personnels aux organismes d'enquête fédéraux.

En plus du Directeur, le Bureau de l'AIPRP est doté de quatre agents, de deux employés de soutien et de deux consultants qui s'occupent tous, à temps plein, de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et des fonctions connexes. La composition du personnel du Bureau, qui emploie des agents du Service extérieur permutants et des spécialistes non permutants, lui permet de bénéficier à la fois d'une expérience approfondie des questions d'AIPRP et de connaissances poussées concernant les politiques et le fonctionnement d'un grand ministère polyvalent.

## Nombre de cas

Durant l'année fiscale 1997-1998, le Ministère a reçu 316 demandes présentées en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et 62 demandes présentées en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels, soit un total de 378 demandes officielles d'information. Le Bureau a en outre dû donner suite à 260 demandes de consultation en provenance d'autres ministères fédéraux et à 116 demandes de renseignements personnels présentées en vertu de l'alinéa 8(2) e) de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Il a aussi reçu 76 demandes officieuses. Ces chiffres tiennent compte d'un certain nombre de demandes d'intervention auprès de gouvernements étrangers pour qu'ils communiquent des renseignements, et des demandes présentées au gouvernement canadien par des gouvernements étrangers pour qu'il consente à la déclassification de certains renseignements.

A 830, le nombre total de demandes de communication et de consultations reçues est approximativement le même que l'année dernière. Tout de même, la complexité et l'étendue de ces demandes dénotent un accroissement considérable ainsi qu'une augmentation importante dans le volume de documents captées. S'acquitter de cette charge de travail qui ne cesse de croître avec des ressources déclinantes, tout en assurant le maintien des normes de qualité en matière de services, continue de poser un défi.

## Plaintes

Cinquante-six plaintes ont été reçues pendant l'année par les deux bureaux des Commissaires en rapport au Ministère, dont 52 ont été soumises sous la Loi sur l'accès à l'information et 4 sous la Loi sur la protection des renseignements personnels.

Vingt-neuf plaintes sous la Loi sur l'accès à l'information ont été au sujet de délai (augmentées de 20 durant l'année précédente). Sur les enquêtes menées sous la Loi sur l'accès à l'information, 35 se sont révélées fondées, 8 ont été jugées sans fondement et 4 ont été abandonnées.

Seulement une plainte sous la Loi sur la protection des renseignements personnels était au sujet de délai (baissée de 6 durant l'année précédente). De les quatre plaintes sous la Loi sur la protection des renseignements personnels, seulement celle au sujet de délai s'est révélée fondée. Une des plaintes a été abandonnée et une a été résolue en utilisant autres raisons pour divulgation.

## Autres responsabilités

En plus de traiter les demandes d'accès à l'information et de communication de renseignements personnels, le Bureau de AIPRP fournit avis et conseils aux services du Ministère relativement à l'application des lois. Des séances d'information sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels ont été offertes, notamment au personnel du Centre de services, aux agents consulaires et aux membres des cabinets des ministres. Le Directeur a en outre

mis au point puis dispensé, dans le cadre du programme de formation de l'Institut canadien du service extérieur à l'intention des nouveaux agents destinés aux filières politique/économique, commerciale/économique et consulaire/administrative, des séances d'information sur l'AIPRP conçues sur mesure. Le Directeur est le point de contact du Ministère pour la collecte de renseignements et la recherche sur l'opinion publique (bien que cette fonction soit exercée au sein de la Direction générale des communications). Le Ministère enregistre quotidiennement les nouvelles demandes dans le Système de coordination des demandes d'accès à l'information (SCDAI) et il le consulte pour demeurer au fait de l'éventail des demandes qui sont traitées au sein de l'appareil gouvernemental.

### **Programme d'examen des dossiers**

Le Bureau de l'AIPRP a la responsabilité d'examiner les dossiers avant de les transférer aux Archives nationales. Le Directeur dirige une équipe formée d'agents supérieurs du service extérieur à la retraite, lesquels passent les dossiers en revue pour établir s'ils peuvent ou non être accessibles au public. Il s'agit d'un programme unique au sein des institutions gouvernementales, et qui a permis aux chercheurs d'avoir accès à davantage de renseignements relatifs à la conduite des relations internationales par le Canada.

# Chapitre I - Accès à l'information

## Rapport statistique - Interprétation/Explications

Durant l'exercice 1997-1998, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a reçu 316 demandes présentées en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Cent cinq demandes ont par ailleurs été reportées de l'exercice antérieur. Sur ce total de 421 demandes, 323 ont été entièrement traitées durant la période à l'étude et 98 ont été reportées. Cent vingt-deux demandes ont été traitées en 30 jours ou moins et 58 autres ont été traitées en moins de 60 jours. Le reste (143) a pris plus de 60 jours.

Les demandes entièrement traitées se répartissaient comme suit :

communication totale	92
communication partielle	107
aucune communication(exemption)	7
aucune communication (exclusion)	1
transmission	11
traitement impossible	67
désistement	37
traitement officieux	1
<b>TOTAL :</b>	<b>323</b>

Les rapports statistiques ne tiennent pas compte des demandes de consultation desquelles le Ministère a reçu 260 demandes du genre d'autres ministères et gouvernements.

La ventilation des demandeurs ci-dessous ne fournit pas d'indication claire quant aux utilisateurs finaux, étant donné que cette information doit être établie à partir des renseignements contenus dans les demandes. La ventilation est comme suit:

médias	33
établissements d'enseignement	20
entreprises (demandeurs professionnels inclus)	122
autres organismes (Membres du Parlement inclus)	86
public	55

Les coûts indiqués à l'annexe A constituent une estimation des salaires et des frais de fonctionnement du Bureau de l'AIPRP. Il s'agit des coûts totaux liés à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels.

Pour le rapport statistique complet, prière de consulter l'annexe A.



## **Salle de consultation**

Une salle de consultation est ouverte au public dans un endroit adjacent au Bureau de l'AIPRP. Les manuels en usage au Ministère y sont à la disposition du public. Durant l'exercice, un petit nombre de personnes ont choisi de se présenter à la salle de consultation pour examiner des documents communicables, plutôt que de payer des frais de photocopie.

## **Voies officielles et voies officieuses**

Comme la Loi vise à compléter plutôt qu'à remplacer les pratiques actuelles en matière d'accès à l'information, les demandes non officielles peuvent être adressées au Bureau de l'AIPRP, ainsi qu'aux directions générales du Ministère, au Service des relations avec les médias, à la bibliothèque ou aux missions à l'étranger. Aussi, le Directeur de l'AIPRP consacre beaucoup de temps aux consultations avec le Service des relations avec les médias et les directions générales concernées, afin de s'assurer que leurs réponses aux demandes de renseignements sont conformes aux dispositions des deux Lois.

Les demandes officielles sont traitées uniquement par le Bureau de l'AIPRP.

## **Instrument de délégation**

À l'**annexe B** figure la liste des cadres, par poste, auxquels le Ministre a délégué les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi.

## Chapitre II - Protection des renseignements personnels

### Rapport statistique - Interprétation/Explications

Durant l'exercice 1997-1998, 62 demandes de communication de renseignements personnels ont été reçues par le Ministère. Quatre demandes ont été reportées de l'exercice précédent. Sur ces 66 demandes, 64 ont été traitées entièrement. Elles se présentent comme suit :

communication totale	29
communication partielle	16
aucune communication (exclusion)	0
aucune communication (exemption)	0
traitement impossible	4
désistement	1
transmission	14
<b>TOTAL :</b>	<b>64</b>

Quarante-deux des demandes traitées entièrement l'ont été en 30 jours ou moins, douze en 60 jours ou moins et cinq en plus de 60 jours.

En tant que Conseiller principal du Ministère en matière de protection des renseignements personnels, le Directeur du Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) a fourni périodiquement des avis et des conseils sur des questions importantes et délicates concernant les politiques ministérielles, y compris sur le traitement et la protection des renseignements se trouvant dans les dossiers des employés et des renseignements personnels sur d'autres personnes, recueillis et conservés dans les dossiers du Ministère. Des séances d'information intraministérielles périodiques et l'expérience acquise ont rendu les employés plus conscients de la nécessité de répondre aux exigences de la Loi sur la protection des renseignements personnels, et les services ministériels, au pays comme à l'étranger, consultent de plus en plus souvent le Bureau du Directeur au sujet du traitement et de la protection des renseignements personnels. Le Bureau du Directeur traite également les demandes officieuses de communication de renseignements personnels contenus dans les banques de données du Ministère.

Les frais indiqués à l'**annexe C** constituent une estimation des salaires et des frais de fonctionnement du Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels. Comme il n'est pas pratique d'établir les coûts entraînés respectivement par la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels, les chiffres regroupent les coûts relatifs aux deux lois.

## **Voies officielles et voies officieuses**

Il n'y a eu aucun changement depuis le dernier rapport. Les employés du Ministère continuent d'avoir accès aux dossiers du personnel de manière officieuse et, habituellement, sans passer par le Directeur du Bureau de l'AIPRP. Les requêtes de particuliers ont été traitées aussi rapidement que possible, aussi bien par les voies officielles qu'officieuses.

## **Instrument de délégation**

L'**annexe D** présente la liste des cadres, par poste, auxquels le Ministre a délégué les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi.

## **Divulgence en vertu de l'alinéa 8(2)e**

Le Ministère a reçu de divers organismes d'enquête fédéraux 116 demandes de divulgation faites en vertu de l'alinéa 8(2)e de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

## **Usage et divulgation**

Compte tenu du fait que le Ministère n'administre qu'un nombre restreint de fichiers de renseignements personnels, la mise en application du code régissant l'usage et la divulgation de ces renseignements n'a pas posé de problème.

## **Affaires portées devant les tribunaux fédéraux**

Les tribunaux fédéraux ont considéré un procès intenté par une personne concernant un refus de confirmer ou de rejeter une mesure touchant des renseignements personnels.

REPORT ON THE ACCESS TO INFORMATION ACT  
 RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Institution Dept. of Foreign Affairs International Trade / Ministère des Affaires étrangères Commerce international				Reporting period Période visée par le rapport 1997-04-01 to/à 1998-03-31	
Source	Media Médias 33	Academia Secteur universitaire 20	Business Secteur commercial 122	Organization Organisme 86	Public 55

**I** Requests under the Access to Information Act  
 Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Received during reporting period Reçues pendant la période visée par le rapport	316
Outstanding from previous period En suspens depuis la période antérieure	105
<b>TOTAL</b>	<b>421</b>
Completed during reporting period Traitées pendant la période visée par le rapport	323
Carried forward Reportées	98

**II** Disposition of requests completed  
 Disposition à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed Communication totale	92	6. Unable to process Traitement impossible	67
2. Disclosed in part Communication partielle	107	7. Abandoned by applicant Abandon de la demande	37
3. Nothing disclosed (excluded) Aucune communication (exclusion)	1	8. Treated informally Traitement non officiel	1
4. Nothing disclosed (exempt) Aucune communication (exemption)	7	<b>TOTAL</b>	<b>323</b>
5. Transferred Transmission	11		

**III** Exemptions invoked  
 Exemptions invoquées

S. Art. 13(1)(a)	35	S. Art. 16(1)(a)	2	S. Art. 18(b)	3	S. Art. 21(1)(a)	42
(b)	11	(b)	1	(c)	0	(b)	30
(c)	3	(c)	2	(d)	2	(c)	14
(d)	0	(d)	0	S. Art. 19(1)	47	(d)	3
S. Art. 14	10	S. Art. 16(2)	1	S. Art. 20(1)(a)	7	S. Art. 22	0
S. 15(1) International rel. Relations intern.	65	S. Art. 16(3)	0	(b)	26	S. Art. 23	9
Defence Défense	0	S. Art. 17	1	(c)	17	S. Art. 24	0
Subversive activities Activités subversives	0	S. Art. 18(a)	5	(d)	13	S. Art. 26	1

**IV** Exclusions cited  
 Exclusions citées

S. Art. 68(a)	4	S. Art. 69(1)(c)	1
(b)	0	(d)	3
(c)	0	(e)	1
S. Art. 69(1)(a)	10	(f)	0
(b)	5	(g)	5

**V** Completion time  
 Délai de traitement

30 days or under 30 jours ou moins	122
31 to 60 days De 31 à 60 jours	58
61 to 120 days De 61 à 120 jours	46
121 days or over 121 jours et plus	97

**VI** Extensions  
 Prorogations des délais

	30 days or under 30 jours ou moins	31 days or over 31 jours ou plus
Searching Recherche	15	72
Consultation	2	19
Third party Tiers	1	0
<b>TOTAL</b>	<b>18</b>	<b>91</b>

**VII** Translations  
 Traductions

Translations requested Traductions demandées	0
Translations prepared Traductions préparées	0
English to French De l'anglais au français	0
French to English Du français à l'anglais	0

**VIII** Method of access  
 Méthode de communication

Copies given Copies de l'original	185
Examination Examen de l'original	5
Copies and examination Copies et examen	9

**IX** Fees  
 Frais

Net fees collected Frais nets perçus			
Application fees Frais de la demande	\$1,685.00	Preparation Préparation	\$0.00
Reproduction	\$443.60	Computer processing Traitement informatique	\$0.00
Searching Recherche	\$582.00	<b>TOTAL</b>	<b>\$2,710.60</b>
Fees waived Dispense de frais		No. of times Nombre de fois	\$
\$25.00 or under 25 \$ ou moins		12	\$55.20
Over \$25.00 De plus de 25 \$		6	\$389.40

**X** Costs  
 Coûts

Financial (all reasons) Financiers (raisons)		(\$000)
Salary Traitement		335,000.0
Administration (O and M) Administration (fonctionnement et maintien)		191,000.0
<b>TOTAL</b>		<b>526,000.0</b>
Person year utilization (all reasons) Années-personnes utilisées (raisons)		
Person year (decimal format) Années-personnes (nombre décimal)		7.00

Minister of Foreign Affairs



Ministre des Affaires étrangères

Canada

**Arrêté sur la délégation en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information***

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*, le Ministre des Affaires étrangères délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par la Loi. Le présent document remplace et annule celui daté du 17 janvier 1994.

## ANNEXE

Poste

1. Sous-ministre des Affaires étrangères
2. Sous-ministre du Commerce international
3. Directeur général des Services exécutifs
4. Directeur de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels

DATE: 1e 11 mars 1998

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Wesley Stewart'.

## REPORT ON THE PRIVACY ACT

RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION  
DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Institution	Dept. of Foreign Affairs International Trade / Ministère des Affaires étrangères Commerce international	Reporting period Période visée par le rapport 1997-04-01 to/à 1998-03-31
-------------	--	---

**I** Requests under the Privacy Act  
Demandes en vertu de la Loi sur la protection  
des renseignements personnels

Received during reporting period Reçues pendant la période visée par le rapport	62
Outstanding from previous period En suspens depuis la période antérieure	4
<b>TOTAL</b>	<b>66</b>
Completed during reporting period Traitées pendant la période visée par le rapport	64
Carried forward Reportées	2

**II** Disposition of requests completed  
Disposition à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed Communication totale	29
2. Disclosed in part Communication partielle	16
3. Nothing disclosed (excluded) Aucune communication (exclusion)	0
4. Nothing disclosed (exempt) Aucune communication (exemption)	0
5. Unable to process Traitement impossible	4
6. Abandoned by applicant Abandon de la demande	1
7. Transferred Transmission	14
<b>TOTAL</b>	<b>64</b>

**III** Exemptions invoked  
Exceptions invoquées

S. Art. 18(2)	0
S. Art. 19(1)(a)	1
(b)	0
(c)	0
(d)	0
S. Art. 20	0
S. Art. 21	0
S. Art. 22(1)(a)	3
(b)	1
(c)	0
S. Art. 22(2)	0
S. Art. 23(a)	0
(b)	0
S. Art. 24	0
S. Art. 25	2
S. Art. 26	13
S. Art. 27	0
S. Art. 28	0

**IV** Exclusions cited  
Exclusions citées

S. Art. 69(1)(a)	0
(b)	0
S. Art. 70(1)(a)	0
(b)	0
(c)	0
(d)	0
(e)	0
(f)	0

**V** Completion time  
Délai de traitement

30 days or under 30 jours ou moins	42
31 to 60 days De 31 à 60 jours	17
61 to 120 days De 61 à 120 jours	1
121 days or over 121 jours ou plus	4

**VI** Extensions  
Prorogations des délais

	30 days or under 30 jours ou moins	31 days or over 31 jours ou plus
Interference with operations Interruption des opérations	2	0
Consultation	3	0
Translation Traduction	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>5</b>	<b>0</b>

**VII** Translations  
Traductions

Translations requested Traductions demandées	0
Translations prepared De l'anglais au français	0
Traductions préparées Du français à l'anglais	0

**VIII** Method of access  
Méthode de consultation

Copies given Copies de l'original	44
Examination Examen de l'original	1
Copies and examination Copies et examen	0

**IX** Corrections and notation  
Corrections et mention

Corrections requested Corrections demandées	0
Corrections made Corrections effectuées	0
Notation attached Mention annexée	0

**X** Costs  
Coûts

	Financial (all reasons) Financiers (raisons) (\$000)
Salary Traitement	335,000.0
Administration (O and M) Administration (fonctionnement et maintien)	191,000.0
<b>TOTAL</b>	<b>526,000.0</b>
<b>Person year utilization (all reasons) Années-personnes utilisées (raisons)</b>	
Person year (decimal format) Années-personnes (nombre décimal)	7.0

Minister of Foreign Affairs



Ministre des Affaires étrangères

Canada

**Arrêté sur la délégation en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels***

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le Ministre des Affaires étrangères délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par les articles de la Loi mentionnés dans l'annexe en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule celui daté du 17 janvier 1994.

## ANNEXE

<u>Poste</u>	<u>Article(s) de la Loi sur la protection des renseignements personnels</u>
1. Sous-ministre des Affaires étrangères	Tous les articles
2. Sous-ministre du Commerce international	Tous les articles
3. Directeur général des Services exécutifs	Tous les articles
4. Directeur de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels	Tous les articles
5. Chefs des missions diplomatiques/consulaires	Alinéa 8(2)(m)

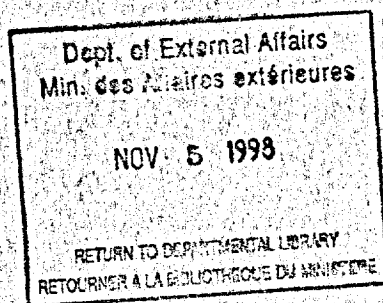
DATE: 1e 11 mars 1998

DOCS  
-----  
CA1  
EA  
A13  
1998

**Department of Foreign Affairs and International Trade**

# **Access to Information and Privacy Protection**

**Annual report 1997-98**

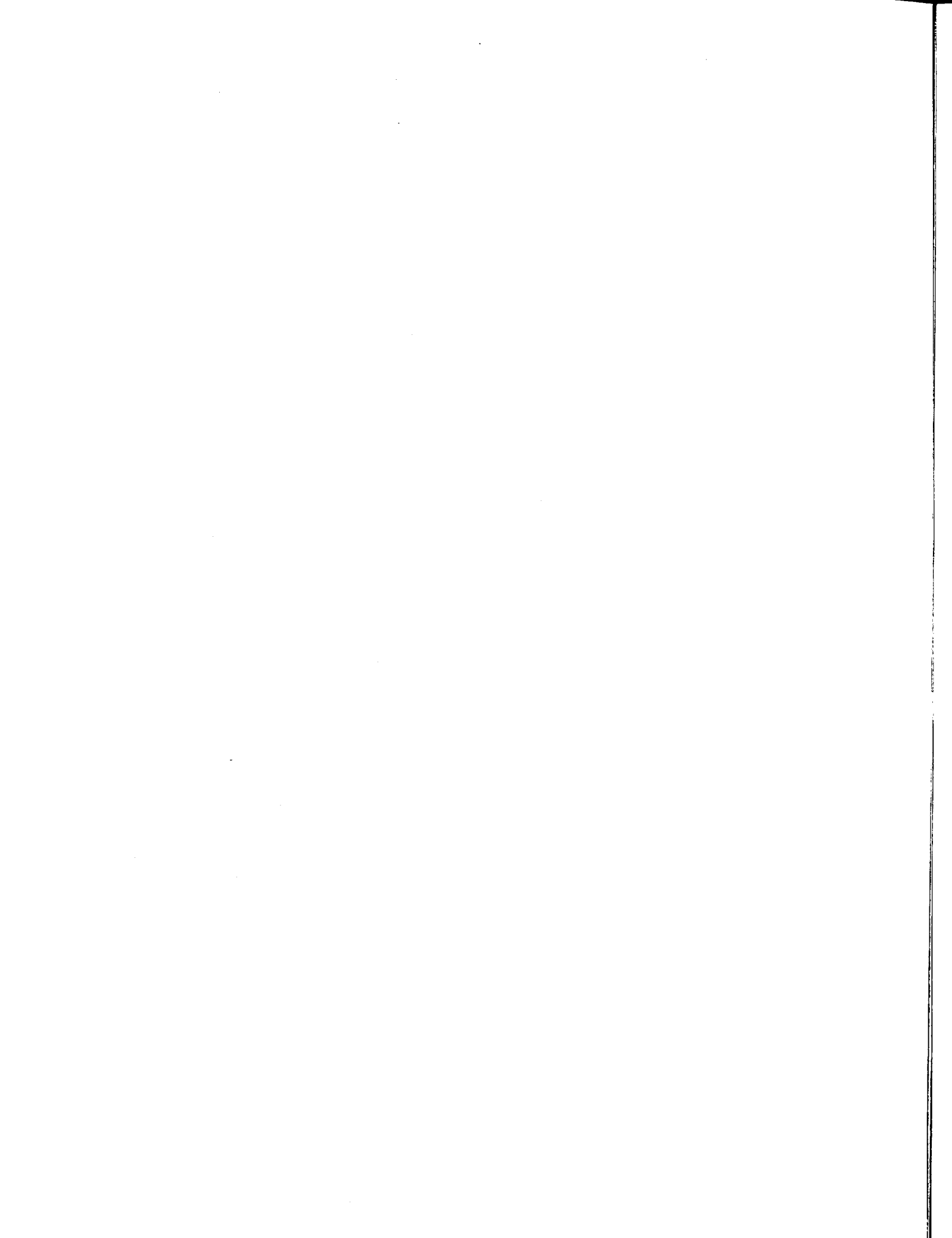


**September, 1998**



# Table of Contents

	<b>Page</b>
<b>Preface</b>	3
<b>Organization and Implementation</b>	4
<b>Part I - Access to Information</b>	
Statistical Report	6
Reading Room	7
Formal/Informal Interface	7
Designation Order	7
<b>Part II - Privacy</b>	
Statistical Report	8
Formal/Informal Interface	8
Designation Order	9
Disclosure under 8(2)(e)	9
Use and Disclosure	9
Application to the Federal Court	9
<b>Annex A - Report on the Access to Information Act</b>	
<b>Annex B - Designation Order</b>	
<b>Annex C - Report on the Privacy Act</b>	
<b>Annex D - Designation Order</b>	



# Preface

## Responsibilities

The Department of Foreign Affairs and International Trade has the primary responsibility for the promotion and protection of Canada's interests abroad and the conduct of Canada's relations with other countries. Its main functions are: to ensure the effective representation of Canada in other countries and in international organizations through close contact, communication and negotiation with other governments and organizations; to evaluate information about political, economic and other developments likely to affect Canada's interests; to give advice to the Government, often in consultation with other departments, on the formulation and implementation of policies and programs with international dimensions; to ensure the co-ordination of the external aspects and application of national policies for export trade promotion, defence and security, development assistance, and cultural and scientific exchanges; to reflect to peoples abroad the bilingual and multi-cultural character of Canadian society; and to provide protection and assistance to Canadian citizens abroad.

## Organization and Implementation

The Director of the Access to Information and Privacy Protection Division (the ATIP Office) has been delegated full authority to exercise the powers of the Access to Information Act and the Privacy Act. The ATIP Office is responsible for the development, co-ordination and implementation of effective policies, guidelines and procedures to manage the Department's compliance with these Acts. All requests submitted to the Department within Canada or at Canadian missions abroad are replied to by the ATIP Office in Ottawa. The Director ATIP reports to the Director General of the Executive Services Bureau. In addition to the Director ATIP, the Deputy Minister of Foreign Affairs, the Deputy Minister for International Trade and the Director General of the Executive Services Bureau and are also designated with full powers, and all Heads of Mission are designated to act under Section 8(2)(m) of the Privacy Act.

The Canadian Government holds records and information received in confidence from foreign Governments. Other federal Government institutions are encouraged to solicit the assistance of the Department in determining the extent to which documents were obtained in confidence or the extent to which disclosure of information would be injurious to the conduct of international affairs. The ATIP Office is responsible for consultations with foreign Governments which are normally undertaken through Canadian posts abroad. Requests by foreign Governments regarding the declassification and disclosure of Canadian documents are also processed by the Office. The Department also collects, under various legislative authorities or otherwise, an appreciable amount of commercial information in confidence from companies operating abroad or dealing with foreign Governments. In the event of requests for such information, the Department, if it determines it has no substantive interest in the information, will undertake appropriate notification or consultation with interested parties before disclosing any records. The ATIP Office also has frequent occasion to convey personal information to federal investigative agencies.

In addition to the Director, the ATIP Office has a complement of four officers, two support staff and two consultants, all of whom are dedicated to Access, Privacy and related functions on a full-time basis. The mix of rotational foreign service and non-rotational specialist staff reflects an appropriate balance between broad ATIP experience and detailed knowledge of the policies and workings of a large and multifaceted Department.

### Case Load

In the fiscal year 1997-98, the Department received 316 Access requests and 62 Privacy requests, for a total case load of 378 formal requests for information. In addition, the Office processed 260 consultations from other Government departments and 116 requests for personal information under Section 8(2)(e) of the Privacy Act. There were 76 informal requests. Included in these statistics are a number of requests for consultation with foreign Governments for release of information and requests from foreign Governments for the declassification of

information by the Canadian Government.

At 830, the total number of requests and consultations received was approximately the same as last year. There has, however, been a significant increase in the scope of the requests, their complexity and the number of documents captured. The challenge of responding to this increase with declining resources, while maintaining service standards, continues.

## **Complaints**

Of the 56 complaints received during the year by the two Commissioners' Offices concerning the Department, 52 were under the Access to Information Act and 4 under the Privacy Act.

Twenty-nine of the complaints under the Access to Information Act concerned delays (up from 20 in the previous year). Upon investigation, 35 of the access complaints were considered to be well-founded, 8 were judged to be not substantiated and 4 were discontinued.

Only 1 of the complaints under the Privacy Act concerned delay (down from 6 in the previous year). Of the four Privacy Act complaints, only the single delay complaint was considered to be well-founded. One of the complaints was abandoned and 1 was resolved through the use of alternative grounds for disclosure.

## **Other responsibilities**

In addition to the management of Access and Privacy requests, the Coordinator's Office provides advice and guidance to departmental units on compliance with the legislation. Briefings on Access to Information and Privacy were given, inter alia to service centre personnel, consular officers, and Ministers' offices. In addition, the ATIP Office developed and presented tailored ATIP briefings to new officers as part of the Canadian Foreign Service Institute training program for recruits in the political/economic, commercial/economic, and consular/administrative streams. The Director is the Departmental point of contact for the Registration of Information Collection and Public Opinion Research, (although the function is carried out in the Communications Bureau). The Department reports new requests on a daily basis to the Coordination of Access to Information Requests (CAIR) system and consults it to stay abreast of the range of requests being processed across Government.

## **Screening program**

The ATIP Office is responsible for screening records for transfer to the National Archives. The Director manages a team of retired senior foreign service officers who review records and determine whether they may be opened for public examination. This is a unique program that has helped to provide access for researchers to greater volumes of information

concerning Canada's conduct of international relations.

# Part I - Access to Information

## Statistical Report -- Interpretation/Explanation

During fiscal year 1997-98, the Department of Foreign Affairs and International Trade received 316 requests pursuant to the Access to Information Act. One hundred and five requests were carried over from the previous reporting year. Of these 421 requests, 323 were completed during the period under review and 98 were carried forward. One hundred and twenty-two requests were completed in 30 days or less and a further 58 were completed in less than 60 days. The remainder (143) required more than 60 days to complete.

The disposition of the completed requests is as follows:

All disclosed	92
Disclosed in part	107
Nothing disclosed (exempt)	7
Nothing disclosed (excluded)	1
Transferred	11
Unable to process	67
Abandoned	37
Treated informally	1
<b>TOTAL COMPLETED</b>	<b>323</b>

The statistical reports do not reflect consultation requests, of which the Department received 260 from other departments and other governments.

The breakdown of requesters, below, is not clearly indicative of end users. They must be inferred from information provided on the application. The breakdown is as follows:

Media	33
Academic	20
Business (including professional requesters)	122
Organization (including MPs)	86
Public	55

The costs identified in Annex A are estimated salary and operations for the operation of the ATIP Office only and are total figures for Access and Privacy.

Please refer to **Annex A** for the complete statistical report.

## **Reading Room**

A reading room is available in the public access area of the Department's headquarters adjacent to the ATIP Office. Current Departmental manuals are available for review by members of the public. During the year, very few individuals opted to visit the reading room to examine releasable material rather than to pay the related photocopying fees.

## **Formal/Informal Interface**

Consistent with the principle that the Act is intended to complement, rather than replace, existing procedures for access to Government information, informal requests may be addressed to the ATIP Office, as well as to bureaux within the Department, the Media Relations Office, the Library or to missions abroad. The Director of the Access to Information and Privacy Protection Division also devotes considerable time to consultation with the Media Relations Office and the program bureaux concerned to ensure that their replies to enquiries are consistent with the requirements of both Acts.

Formal requests are processed only by the ATIP Office.

## **Designation Order**

Attached as **Annex B** is the current list of officials, by title, who have been designated by the Minister to exercise powers under the Act.



# Part II - Privacy

## Statistical Report - Information/Explanation

During FY 1997-98, 62 Privacy requests were received by the Department. Four requests were carried over from the previous reporting year. Of these 66, 64 were completed during the reporting year. They were processed as follows:

All disclosed	29
Disclosed in part	16
Nothing disclosed (excluded)	0
Nothing disclosed (exempt)	0
Unable to process	4
Abandoned	1
Transferred	14
<b>TOTAL COMPLETED</b>	<b>64</b>

Forty-two of the completed requests were answered within 30 days, 17 took up to 60 days and 5 exceeded 60 days.

As Senior Advisor on Privacy for the Department, the Director of the Access to Information and Privacy Protection Division (the ATIP Office) regularly provides advice and guidance on important and sensitive policy issues, including the handling and protection of personal information on employee files and personal information on others gathered and held on departmental files. Regular intra-departmental briefings and accumulating experience are resulting in growing awareness of the need to meet the requirements of the Privacy Act and the ATIP Office is consulted with increasing frequency by departmental units at home and abroad on the proper handling and protection of information concerning individuals. Informal requests for personal information from the Department's information banks are also handled in the ATIP Office.

The expenses given in Annex C are estimates of salary and operations for the Access to Information and Privacy Protection Division. The figures combine Access and Privacy since a breakdown for each Act is not practical.

## Formal/Informal Interface

There is no change since the last report. Employees of the Department continue to be able to access personnel files on an informal basis, usually without recourse to the Director of the ATIP Office. Requests from individuals have been handled as expeditiously as possible

formally and informally.

## **Designation Order**

Attached as **Annex D** is the current list of officials, by title, who have been designated by the Minister to exercise powers under the Act.

## **Disclosures under 8(2)(e)**

One hundred and sixteen requests for disclosure under Section 8(2)(e) of the Privacy Act were received by the Department from federal investigative bodies.

## **Use and Disclosure**

As the Department controls only a limited number of Personal Information Banks, the implementation of the Use and Disclosure code with respect to personal information has not been a problem.

## **Application to the Federal Court**

The Federal Court considered one application by an individual concerning a refusal to confirm or deny an action involving personal information.

**REPORT ON THE ACCESS TO INFORMATION ACT**  
**RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION**

 **Government of Canada** / **Gouvernement du Canada**

Institution Dept. of Foreign Affairs International Trade / Ministère des Affaires étrangères Commerce international				Reporting period Période visée par le rapport 1997-04-01 to/à 1998-03-31		
Source	Media Médias 33	Academia Secteur universitaire 20	Business Secteur commercial 122	Organization Organisme 86	Public 55	

**I** Requests under the Access to Information Act  
Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Received during reporting period Reçues pendant la période visée par le rapport	316
Outstanding from previous period En suspens depuis la période antérieure	105
<b>TOTAL</b>	<b>421</b>
Completed during reporting period Traitées pendant la période visée par le rapport	323
Carried forward Reportées	98

**II** Disposition of requests completed  
Disposition à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed Communication totale	92	6. Unable to process Traitement impossible	67
2. Disclosed in part Communication partielle	107	7. Abandoned by applicant Abandon de la demande	37
3. Nothing disclosed (excluded) Aucune communication (exclusion)	1	8. Treated informally Traitement non officiel	1
4. Nothing disclosed (exempt) Aucune communication (exemption)	7	<b>TOTAL</b>	<b>323</b>
5. Transferred Transmission	11		

**III** Exemptions invoked  
Exemptions invoquées

S. Art. 13(1)(a)	35	S. Art. 16(1)(a)	2	S. Art. 18(b)	3	S. Art. 21(1)(a)	42
(b)	11	(b)	1	(c)	0	(b)	30
(c)	3	(c)	2	(d)	2	(c)	14
(d)	0	(d)	0	S. Art. 19(1)	47	(d)	3
S. Art. 14	10	S. Art. 16(2)	1	S. Art. 20(1)(a)	7	S. Art. 22	0
S. 15(1) International rel. Art. Relations intern.	65	S. Art. 16(3)	0	(b)	26	S. Art. 23	9
Defence Défense	0	S. Art. 17	1	(c)	17	S. Art. 24	0
Subversive activities Activités subversives	0	S. Art. 18(a)	5	(d)	13	S. Art. 26	1

**IV** Exclusions cited  
Exclusions citées

S. Art. 68(a)	4	S. Art. 69(1)(c)	1
(b)	0	(d)	3
(c)	0	(e)	1
S. Art. 69(1)(a)	10	(f)	0
(b)	5	(g)	5

**V** Completion time  
Délai de traitement

30 days or under 30 jours ou moins	122
31 to 60 days De 31 à 60 jours	58
61 to 120 days De 61 à 120 jours	46
121 days or over 121 jours et plus	97

**VI** Extensions  
Prorogations des délais

	30 days or under 30 jours ou moins	31 days or over 31 jours ou plus
Searching Recherche	15	72
Consultation	2	19
Third party Tiers	1	0
<b>TOTAL</b>	<b>18</b>	<b>91</b>

**VII** Translations  
Traductions

Translations requested Traductions demandées	0
Translations prepared Traductions préparées	0
English to French De l'anglais au français	0
French to English Du français à l'anglais	0

**VIII** Method of access  
Méthode de communication

Copies given Copies de l'original	185
Examination Examen de l'original	5
Copies and examination Copies et examen	9

**IX** Fees  
Frais

Net fees collected Frais nets perçus			
Application fees Frais de la demande	\$1,685.00	Preparation Préparation	\$0.00
Reproduction	\$443.60	Computer processing Traitement informatique	\$0.00
Searching Recherche	\$582.00	<b>TOTAL</b>	<b>\$2,710.60</b>
Fees waived Dispense de frais		No. of times Nombre de fois	\$
\$25.00 or under 25 \$ ou moins		12	\$55.20
Over \$25.00 De plus de 25 \$		6	\$389.40

**X** Costs  
Coûts

Financial (all reasons) Financiers (raisons)		(\$000)
Salary Traitement		335,000.0
Administration (O and M) Administration (fonctionnement et maintien)		191,000.0
<b>TOTAL</b>		<b>526,000.0</b>
Person year utilization (all reasons) Années-personnes utilisées (raisons)		
Person year (decimal format) Années-personnes (nombre décimal)		7.00

Minister of Foreign Affairs



Ministre des Affaires étrangères

Canada

***Access to Information Act Designation Order***

The Minister of Foreign Affairs, pursuant to section 73 of the *Access to Information Act*, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons acting in those positions, to exercise the powers and perform the duties and functions of the Minister of Foreign Affairs as the head of a Government institution under the Act. This designation replaces the designation dated January 17, 1994.

**SCHEDULE**Position

1. Deputy Minister of Foreign Affairs
2. Deputy Minister for International Trade
3. Director General, Executive Services Bureau
4. Director, Access to Information and Privacy Protection Division

DATE: March 11, 1998

A handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Heidi Dwyer'.

## REPORT ON THE PRIVACY ACT

## RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Institution	Dept. of Foreign Affairs International Trade / Ministère des Affaires étrangères Commerce international	Reporting period Période visée par le rapport 1997-04-01 to/à 1998-03-31
-------------	--	---

<b>I</b> Requests under the Privacy Act Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels	
Received during reporting period Reçues pendant la période visée par le rapport	62
Outstanding from previous period En suspens depuis la période antérieure	4
<b>TOTAL</b>	<b>66</b>
Completed during reporting period Traitées pendant la période visée par le rapport	64
Carried forward Reportées	2

<b>II</b> Disposition of requests completed Disposition à l'égard des demandes traitées	
1. All disclosed Communication totale	29
2. Disclosed in part Communication partielle	16
3. Nothing disclosed (excluded) Aucune communication (exclusion)	0
4. Nothing disclosed (exempt) Aucune communication (exemption)	0
5. Unable to process Traitement impossible	4
6. Abandoned by applicant Abandon de la demande	1
7. Transferred Transmission	14
<b>TOTAL</b>	<b>64</b>

<b>III</b> Exemptions invoked Exceptions invoquées	
S. Art. 18(2)	0
S. Art. 19(1)(a)	1
(b)	0
(c)	0
(d)	0
S. Art. 20	0
S. Art. 21	0
S. Art. 22(1)(a)	3
(b)	1
(c)	0
S. Art. 22(2)	0
S. Art. 23(a)	0
(b)	0
S. Art. 24	0
S. Art. 25	2
S. Art. 26	13
S. Art. 27	0
S. Art. 28	0

<b>IV</b> Exclusions cited Exclusions citées	
S. Art. 69(1)(a)	0
(b)	0
S. Art. 70(1)(a)	0
(b)	0
(c)	0
(d)	0
(e)	0
(f)	0

<b>V</b> Completion time Délai de traitement	
30 days or under 30 jours ou moins	42
31 to 60 days De 31 à 60 jours	17
61 to 120 days De 61 à 120 jours	1
121 days or over 121 jours ou plus	4

<b>VI</b> Extensions Prorogations des délais		
	30 days or under 30 jours ou moins	31 days or over 31 jours ou plus
Interference with operations Interruption des opérations	2	0
Consultation	3	0
Translation Traduction	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>5</b>	<b>0</b>

<b>VII</b> Translations Traductions	
Translations requested Traductions demandées	0
Translations prepared Traductions préparées	0
English to French De l'anglais au français	0
French to English Du français à l'anglais	0

<b>VIII</b> Method of access Méthode de consultation	
Copies given Copies de l'original	44
Examination Examen de l'original	1
Copies and examination Copies et examen	0

<b>IX</b> Corrections and notation Corrections et mention	
Corrections requested Corrections demandées	0
Corrections made Corrections effectuées	0
Notation attached Mention annexée	0

<b>X</b> Costs Coûts	
Financial (all reasons) Financiers (raisons) (\$000)	
Salary Traitement	335,000.0
Administration (O and M) Administration (fonctionnement et maintien)	191,000.0
<b>TOTAL</b>	<b>526,000.0</b>
Person year utilization (all reasons) Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) Années-personnes (nombre décimal)	7.0

Minister of Foreign Affairs



Ministre des Affaires étrangères

Canada

**Privacy Act Designation Order**

The Minister of Foreign Affairs, pursuant to section 73 of the *Privacy Act*, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons acting in those positions, to exercise the powers and perform the duties and functions of the Minister of Foreign Affairs as the head of a Government institution under the sections of the Act set out opposite each position in the schedule. This designation replaces the designation dated January 17, 1994.

## SCHEDULE

	<u>Position</u>	<u>Section(s) of Privacy Act</u>
1.	Deputy Minister of Foreign Affairs	All sections
2.	Deputy Minister for International Trade	All sections
3.	Director General Executive Services Bureau	All sections
4.	Director, Access to Information and Privacy Protection Division	All sections
5.	Heads of diplomatic/consular missions	Paragraph 8(2)(m)

DATE: March 11, 1998

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Hegarty".

Access to information and  
privacy protection annual  
report